



Conseil économique et social

Distr. générale
16 décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de statistique

Quarante-huitième session

7-10 mars 2017

Point 4 h) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions soumises pour information :
statistiques du commerce international
et de la mondialisation économique**

Rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique

Note du Secrétaire général

Conformément à la décision 2016/220 du Conseil économique et social et à la pratique établie, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre le rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique. Le Groupe d'experts, créé en 2015, est chargé d'élaborer un manuel sur un système élargi de comptabilité nationale et de statistiques intégrées sur les entreprises, dans lequel la comptabilisation adéquate des chaînes de valeur mondiales permet de mesurer l'interconnexion des économies en se plaçant dans la perspective des systèmes statistiques nationaux. Des informations sur les progrès accomplis dans l'élaboration du manuel figurent dans ce rapport, dont la Commission est invitée à prendre note.

* E/CN.3/2017/1.



Rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique

I. Introduction

1. La mondialisation économique a ouvert de nouvelles perspectives aux entreprises désireuses d'organiser plus efficacement leurs chaînes de production, ce qui a rendu l'établissement de statistiques économiques plus complexe du fait qu'il est plus difficile de ventiler les activités de production par pays. Il est nécessaire de comprendre les avantages et les risques de la mondialisation et, pour ce faire, il faut pouvoir « lever le voile » sur les entreprises internationales participant aux chaînes de valeur mondiales et connaître ce qu'elles apportent aux réseaux de production des entreprises résidentes des différents pays. Cette nouvelle organisation de la production mondiale complique l'élaboration des statistiques macroéconomiques et des statistiques sur les entreprises, y compris l'établissement des registres des entreprises qui les sous-tendent, notamment en ce qui concerne le choix de l'unité statistique, la classification des comptes (satellite des chaînes de valeur mondiales), l'application du principe du contrôle et de la propriété économiques et l'enregistrement des opérations nationales et transnationales et des positions dans les comptes nationaux et les statistiques de la balance des paiements.

2. Dans sa décision 46/107, la Commission a créé le Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique afin de remédier à ces problèmes de mesure; celui-ci a pour principale tâche d'élaborer un manuel qui traitera des classifications liées aux chaînes de valeur mondiales et de l'intégration des aspects économiques, environnementaux et sociaux des échanges et de la mondialisation, dans le prolongement du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)¹ et du Système de comptabilité environnementale et économique 2012, en s'appuyant sur un cadre intégré de statistiques sur les entreprises et le commerce.

3. Le manuel mettra à profit les travaux déjà effectués par la Commission économique pour l'Europe (CEE), EUROSTAT, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres institutions, telles qu'indiquées dans de précédents rapports présentés à la Commission sur ce sujet ces quatre dernières années (E/CN.3/2013/7, E/CN.3/2014/7, E/CN.3/2015/12 et E/CN.3/2016/23). La Commission a en outre souscrit à la proposition de créer un registre mondial des groupes d'entreprises afin d'aider les statisticiens nationaux à mieux comprendre les stratégies commerciales ainsi que les relations engagées entre les entreprises dans les domaines du commerce international et de l'investissement direct étranger, aux fins de l'établissement de statistiques macroéconomiques transfrontalières.

4. Il est primordial de tenir compte de l'optique des chaînes de valeur mondiales et du point de vue du statisticien national pour comprendre la structure du manuel. Les manuels préparés par la Commission servent en général à aider et guider les statisticiens en leur proposant une perspective nationale. Toutefois, au regard des incidences transfrontalières des chaînes de valeur mondiales sur la structure

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.XVII.29.

économique des pays partenaires, les auteurs du manuel prônent une analyse multipays des branches d'activité nationales qui font partie intégrante des principales chaînes de valeur mondiales. De plus, l'approche fondée sur les chaînes de valeur mondiales incite à considérer les entreprises de façon globale et bénéficie de la collecte intégrée de statistiques commerciales de grandes entreprises concernant un certain nombre d'activités économiques relevant des chaînes de valeur mondiales – dont le commerce de biens et services intermédiaires et l'investissement direct étranger – en particulier celles des grandes entreprises multinationales. En plus de faciliter l'intégration des statistiques relatives aux entreprises, aux échanges et aux investissements au niveau microéconomique – à l'échelle nationale et entre les principaux pays partenaires économiques – des tableaux entrées-sorties et des ressources et des emplois multinationaux peuvent aider à définir et comprendre les relations au niveau macroéconomique. Afin d'obtenir des mesures statistiques transfrontalières correctes, il pourra s'avérer nécessaire de partager des données avec les principaux pays partenaires.

5. S'agissant des comptes macroéconomiques, le Groupe d'experts collabore étroitement avec deux autres initiatives, à savoir : le projet de base de données de l'OCDE/OMC sur les échanges en valeur ajoutée, axé sur l'élaboration d'estimations par la création de tableaux d'entrées-sorties mondiaux de manière à tenir compte de la mondialisation croissante de la production imputable aux chaînes de valeur mondiales; et le projet de comptabilité internationale et mondiale complète en vue des recherches relatives à l'analyse des entrées-sorties (Projet FIGARO) visant à établir chaque année des tableaux entrées-sorties européens et tous les cinq ans des tableaux des ressources et des emplois ainsi que des tableaux entrées-sorties multinationaux européens.

6. La section II du présent rapport propose une vue d'ensemble du manuel; la section III expose brièvement les travaux connexes présentés par l'Équipe spéciale interinstitutions chargée des statistiques du commerce international.

II. Manuel intitulé « Accounting for global value chains: a system of extended national accounts and integrated business statistics » (comptabilisation des effets des chaînes de valeur mondiales : système élargi de comptabilité nationale et de statistiques intégrées sur les entreprises)

7. Le Groupe d'experts s'est réuni à New York à deux reprises en 2016 pour préparer le manuel. La première réunion, du 26 au 28 janvier, était axée sur le mandat du Groupe et son programme de travail; les conclusions de cette réunion ont été communiquées dans un document de base² accompagnant le rapport du Secrétaire général (E/CN.3/2016/23) présenté à la Commission à sa quarante-septième session. La seconde réunion s'est tenue du 29 novembre au 1^{er} décembre³. Le Groupe a réaffirmé qu'il fallait, par suite de l'essor de la mondialisation économique et de la fragmentation de la production, élargir la base des comptes

² Consultable à l'adresse : <http://unstats.un.org/unsd/statcom/47th-session/documents/BG-2016-23-international-trade-and-economic-globalization-statistics-E.pdf>.

³ Voir <http://unstats.un.org/unsd/trade/events/2016/nov-newyork/default.asp>.

économiques et des statistiques sur les entreprises pour disposer de statistiques macroéconomiques et de statistiques sur les entreprises à la fois exactes, pertinentes et à jour dans l'optique des chaînes de valeur mondiales.

A. Objet du manuel

8. Comme l'a expliqué le Duke University Center on Globalization, Governance & Competitiveness⁴, l'économie mondiale s'articule de plus en plus autour de chaînes de valeur mondiales qui ne cessent de contribuer davantage au commerce international, au produit intérieur brut mondial et à l'emploi et dont l'évolution au sein de différentes branches d'activité – qu'il s'agisse de l'agroalimentaire, des textiles et de l'habillement, de l'électronique, de l'automobile, du tourisme ou des services aux entreprises – a des répercussions considérables sur le commerce mondial, la production et l'emploi, de même que sur la façon dont les entreprises, les producteurs et les travailleurs des pays en développement s'intègrent à l'économie mondiale. Les chaînes de valeur mondiales mettent en rapport des entreprises, des travailleurs et des consommateurs du monde entier et constituent souvent une porte d'entrée sur l'économie mondiale pour les entreprises et les travailleurs des pays en développement. Le développement économique de nombreux pays, ceux à faible revenu en particulier, tient souvent dans une large mesure à leur capacité de s'intégrer efficacement dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui suppose qu'ils soient en mesure d'accéder à ces dernières, d'être compétitifs et d'en tirer parti du point de vue de leur développement économique national, du renforcement de leurs capacités et de la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour lutter contre le chômage et la pauvreté. Il ne s'agit donc pas seulement de savoir s'il convient de prendre part à l'économie mondiale mais comment y parvenir de manière avantageuse.

9. Prenant explicitement en considération l'importance croissante des chaînes de valeur mondiales, le système élargi des comptes nationaux et les statistiques intégrées sur les entreprises permettra de mieux étayer les politiques publiques et les décisions commerciales relatives à des questions ayant trait entre autres à la croissance et à la productivité, aux parts nationale et étrangère de la valeur ajoutée créée, ainsi qu'aux parts nationale et étrangère de la main d'œuvre et des capitaux utilisés pour produire des biens et des services. La mondialisation sera abordée dans le manuel selon une perspective nationale sur la base d'un modèle de chaîne de valeur mondial qui consiste en une ventilation intégrée au niveau régional de branches d'activité spécifiques de chaînes de valeur mondiales relevant d'une chaîne multinationale de biens, de services à valeur ajoutée et de mécanismes institutionnels. Dans le cas des branches d'activité des chaînes de valeur mondiales prépondérantes dans l'économie nationale, une telle approche permettra de présenter les données relatives à la production, aux revenus, aux éléments d'actif et de passif et aux transactions économiques et environnementales de manière intégrée et en fonction des pays partenaires, et ainsi d'obtenir des tableaux entrées-sorties pluripartenaires et des comptes connexes relatifs aux chaînes de valeur mondiales.

⁴ Gary Gereffi et Karina Fernandez-Stark, « Global value chain analysis: a primer », 2^e éd. (Durham, Caroline du Nord, Duke University, 2016). Consultable à l'adresse : www.cggc.duke.edu/pdfs/Duke_CGGC_Global_Value_Chain_GVC_Analysis_Primer_2nd_Ed_2016.pdf.

10. Le manuel donne un aperçu général de la façon dont on peut mesurer avec davantage de précision et de pertinence les effets de la mondialisation dans les comptes nationaux et les statistiques des entreprises. Il est établi à partir de normes, directives et études existantes, qui sont brièvement présentées, le lecteur étant renvoyé à une documentation plus détaillée. Étant donné qu'il propose différentes solutions possibles, telles que l'établissement d'estimations indirectes fondées sur des données existantes et composites, le manuel sera utile pour un vaste ensemble de statisticiens. Par ailleurs, il devra bien préciser que le cadre général permet aux pays d'appliquer les recommandations avec souplesse (de manière modulaire) en fonction de leurs priorités nationales. Les redondances seront évitées autant que possible entre les chapitres du manuel, qui comportera toutefois des chapitres indépendants consacrés à divers aspects de la comptabilité macroéconomique et des statistiques sur les entreprises.

B. Plan du manuel

11. Le manuel comporte cinq parties et un programme de recherche. La première partie expose l'intérêt que présente la mesure des échanges et de la mondialisation fondée sur les chaînes de valeur mondiales pour les politiques, les activités et les statistiques. Elle fera ressortir l'essor des chaînes de valeur mondiales, leur incidence sur la pertinence et la qualité des statistiques économiques (eu égard notamment à la part de valeur ajoutée, à la double comptabilisation et aux anomalies) ainsi que la nécessité d'analyser les procédés de production multinationaux des chaînes de valeur mondiales selon une perspective nationale.

12. La deuxième partie consiste en une présentation du cadre statistique général du système élargi de comptabilité nationale et de statistiques intégrées sur les entreprises et les échanges. Elle contiendra également un complément d'information et des explications sur les tableaux des ressources et des emplois mondiaux élargis et sur les tableaux entrées-sorties pluripartenaires spécifiques aux chaînes de valeur mondiales; sur un cadre de productivité élargi basé sur le modèle « KLEMS »; sur les comptes intégrés environnementaux et économiques élargis; et sur les comptes de capital et d'opérations financières élargis, renvoyant à cet égard aux travaux effectués dans le cadre de l'Initiative du Groupe des Vingt (G20) contre les lacunes en matière de données sur les liens financiers internationaux, les risques et la vulnérabilité. La rubrique consacrée au compte de capital et au compte d'opérations financières expose également les problèmes conceptuels que posent les statistiques relatives aux entreprises multinationales, ces dernières étant les principaux acteurs de la mondialisation. Un chapitre consacré à des thèmes spéciaux, notamment ceux pour lesquels le programme de recherche du « Guide pour la mesure de la production mondiale » de la CEE n'a pas apporté de solution, sera ajouté à la fin de la deuxième partie.

13. La troisième partie a pour objet d'approfondir la compréhension des chaînes de valeur mondiales, qui sont le thème central du manuel. L'approche fondée sur les chaînes de valeur mondiales y est présentée étape par étape. Des précisions sont apportées sur la granularité des classifications des tableaux des ressources et des emplois par produit et branche d'activité, sur la séquence des comptes requise pour tenir compte de l'hétérogénéité des entreprises, sur l'intégration de la comptabilité relative aux chaînes de valeur mondiales dans la comptabilité régionale et mondiale et sur les données requises au niveau microéconomique et au niveau des entreprises

pour établir une chaîne de valeur mondiale. Par ailleurs, plusieurs études de cas multinationales ayant trait à certaines branches d'activité seront incluses dans cette partie pour illustrer l'application du modèle de chaîne de valeur mondiale.

14. La quatrième partie est consacrée à un cadre de statistiques intégrées sur les entreprises, le commerce et l'investissement, applicable aux comptes relatifs aux chaînes de valeur mondiales des branches d'activité. Elle expose l'élargissement des registres d'entreprises (en particulier pour les grandes entreprises) qui apporte des précisions supplémentaires sur les caractéristiques des entreprises liées aux chaînes de valeur mondiales – notamment la taille (selon le niveau de revenu, d'emploi ou de capital), l'intensité des échanges, la détention de capitaux d'investissement direct étranger et la délocalisation internationale d'activités des entreprises. Une attention particulière sera accordée à l'harmonisation des statistiques des entreprises multinationales et de leurs filiales étrangères, en particulier entre des pays partenaires dans des chaînes de valeur mondiales économiquement importantes, et des bases de données leur seront consacrées. La quatrième partie contient en outre un examen des méthodes permettant d'améliorer la qualité des statistiques de base sur les entreprises, notamment en corrigeant les anomalies bilatérales constatées dans le commerce des marchandises, le commerce des services et l'investissement direct étranger.

15. La dernière partie du manuel est consacrée à l'application du cadre de mesure et ses divers élargissements en vue d'établir des estimations, entre autres, de la valeur ajoutée, des emplois, de l'utilisation du capital et de l'utilisation des ressources naturelles. Les politiques publiques qui bénéficieront des comptes élargis y sont également détaillées. Il sera notamment question des politiques mises en œuvre dans les domaines du commerce et du développement, des impôts, de la stabilité monétaire et financière, des marchés du travail et de l'environnement.

C. Calendrier de préparation du manuel

16. La préparation du manuel sera confiée à un comité de rédaction réunissant l'éditeur du manuel, le Président du Groupe d'experts et la Division de statistique de l'ONU du Département des affaires économiques et sociales, laquelle en assurera le secrétariat. Les premiers projets de chapitres doivent être déposés en avril 2017 au plus tard. Certains chapitres s'appuieront toutefois en partie sur de nouveaux travaux de recherche ou sur la synthèse et l'examen d'un volume important de nouveaux documents. Pour ces chapitres, les projets partiels ou les plans annotés doivent être déposés en avril 2017 au plus tard; les projets finalisés doivent l'être d'ici à juin 2017. Quant aux projets révisés, ils doivent être disponibles pour un examen plus approfondi d'ici à la fin de septembre 2017. La version définitive du projet de manuel est censée être déposée à la Commission en mars 2018.

III. Travaux connexes présentés par l'Équipe spéciale interinstitutions chargée des statistiques du commerce international

17. Il est de coutume que l'Équipe spéciale interinstitutions chargée des statistiques du commerce international rende compte à la Commission de statistique,

dans un rapport distinct, au titre du présent point de l'ordre du jour. Toutefois, pour la présente session, seule une synthèse des principaux points de la dernière réunion de l'Équipe spéciale est présentée, afin d'informer la Commission.

18. La dernière réunion en date de l'Équipe spéciale a eu lieu à New York les 10 et 11 octobre 2016. Les principales questions de fond à l'ordre du jour incluaient la mesure du commerce numérique; la rectification des anomalies dans les statistiques du commerce; la ventilation du commerce des services par mode de fourniture; et le renforcement des capacités statistiques. L'Équipe spéciale a noté que le commerce numérique était de plus en plus important et pertinent pour l'élaboration des politiques et qu'un cadre théorique était nécessaire pour son évaluation. Elle s'est félicitée que le G20 ait demandé à l'OCDE d'intensifier ses efforts dans ce domaine, en collaboration avec d'autres organisations internationales, en vue de définir une typologie du commerce numérique et un plan d'action plus détaillé pour la mise au point de statistiques. Elle a salué le projet de collaboration lancé par la CNUCED, l'Union postale universelle (UPU), l'OMC et l'OCDE aux fins de mesurer les opérations internationales de commerce électronique. L'Équipe spéciale a contribué à la coordination de ces activités et convenu d'organiser une réunion sur le sujet en 2017.

19. L'Équipe spéciale a porté la réduction des anomalies dans le commerce bilatéral au rang de ses principales priorités pour ses futurs travaux, encouragé la réalisation d'études de conciliation bilatérales et salué les travaux effectués par l'OCDE et l'OMS, en collaboration avec d'autres organisations internationales et des pays, en vue d'élaborer des bases de données de référence mondiales sur des statistiques équilibrées du commerce des services et du commerce de marchandises, qui seront mises en service d'ici à la fin de 2016. L'Équipe spéciale a par ailleurs salué les travaux effectués par EUROSTAT, le Bureau d'analyse économique du Département du commerce des États-Unis ainsi que la Banque fédérale d'Allemagne, de même que les activités que l'OMS prévoit de mener en collaboration avec l'OCDE et d'autres organisations intéressées pour mettre au point un ensemble de données analytiques sur le commerce des services par mode de fourniture. Enfin, l'Équipe spéciale a passé en revue les activités prévues en matière de renforcement des capacités techniques dans le domaine du commerce et conclu qu'une plus grande participation des organisations régionales à ses travaux contribuerait à renforcer la coordination.

20. La Commission est invitée à prendre note du rapport.